

L'individu dans l'économie orthodoxe: une anthropologie pauvre au service des riches



FÉDÉRATION
Wallonie-Bruxelles

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Mouvement
écosocialiste



Agir par la Culture



Par Jean-François Pontegnie

L'individu dans l'économie orthodoxe: une anthropologie pauvre au service des riches



Par Jean-François Pontegnie

L'état du monde, des problèmes climatiques aux crises économiques en passant par les guerres larvées ou ouvertes qui ravagent nombre de pays, nous laissent fort démunis. Victimes d'événements qui nous dépassent. La crise économique qui frappe nos pays en ces années 2022 et 2023 est marquée par une inflation galopante – dont nous ne sommes pas responsables et contre laquelle on ne voit pas beaucoup d'autres solutions que de se débrouiller pour continuer de vivre à peu près décemment. Pour celles et ceux qui en ont encore les moyens. Il est donc utile, voire indispensable, d'au moins comprendre les logiques qui sont à l'œuvre dans ces processus et d'ainsi peut-être entrouvrir quelques pistes d'action.

Nous nous intéresserons ici aux théories économiques dominantes, souvent qualifiées de «néolibérales¹» et que nous qualifierons plutôt d'«orthodoxes» ou d'«académiques», au sens où ce sont celles qui sont fort officiellement enseignées. Nous nous baserons d'ailleurs largement sur un cours de M. Philippe Froté², Maître de conférences³. Nous procédons de la sorte parce qu'il a été amplement démontré (par Pierre Bourdieu notamment⁴) qu'un programme scolaire est, de façon très majoritaire, conçu selon les cadres de la pensée dominante dans la mesure où il s'agit bien de *reproduire* la structure sociale.

Les «fiches» du cours sont disponibles sur le site du «Centre national de la fonction publique territoriale⁵», ce qui garantit leur conformité aux programmes scolaires officiels⁶. L'auteur commence par présenter «*Les principes économiques fondamentaux*⁷» et «*Les comportements individuels*⁸» auxquels, pour l'essentiel, nous limiterons les premières parties de cette étude en reprenant le propos de façon synthétique, pour ensuite donner quelques éléments d'analyse critique. Dans la mesure où l'inflation s'est imposée dans l'actualité, et qu'elle continue à poser d'importants problèmes aux individus – que nous considérons ici – il est clairement apparu que la dernière partie de notre étude devait y être consacrée, notamment en ce qu'elle achève de confirmer ce que sont les personnes pour l'économie dominante mais aussi parce qu'elle offre l'occasion de constater à quelles politiques concrètes et à quels résultats vertigineusement inégalitaires mènent les axiomes académiques.

1. Le terme «néolibéral» est fort vague: il recouvre et englobe tout ou partie de nombreuses théories, dont on ne fera pas ici l'impossible exposé. Les termes orthodoxes et académiques sont en l'espèce quasi synonymes et renvoient à cet agglomérat théorique dominant.

2. Philippe Froté – www.fides.institute/philippe-frote/

3. Pour plus d'informations: www.fides.institute/philippe-frote/

4. Parmi «*les structures d'un État organisé, [...] les plus importantes, du point de vue de la reproduction, sont les structures de l'institution scolaire*», *Stratégies de reproduction et modes de domination* – Pierre Bourdieu – www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1994_num_105_1_3118

5. Le site du Centre national de la fonction publique territoriale : www.cnfpt.fr/ et le site lié où trouver les textes de cours : Wikiterritorial.svg. Le centre de ressources des collectivités territoriales – www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/Main/
6. Les programmes officiels cités ici sont français. Ils ne diffèrent guère des programmes belges.
7. *Les principes économiques fondamentaux* – Philippe Frouté – www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/vitrine/Les%20fondements%2C%20la%20raret%C3%A9%2C%20les%20incitations%2C%20l%27efficacit%C3%A9%2C%20l%27C3%A9quilibre
8. *Les comportements individuels : la consommation, l'épargne, l'investissement* – Philippe Frouté – www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/vitrine/Les%20comportements%20individuels%20%3A%20la%20consommation%2C%20l%27C3%A9pargne%2C%20l%27investissement
9. Les textes en italiques sont extraits de *Les principes économiques fondamentaux*, op. cit. Les différents points abordés ici sont issus du même texte mais reformulés par nos soins.

PARTIE 1. GÉNÉRALITÉS THÉORIQUES

La rareté

La science économique, explique Philippe Frouté, étudie la rareté qui naît du fait « *que l'être humain est doté d'une capacité quasi-illimitée à désirer des choses mais que les ressources à sa disposition pour satisfaire ces désirs sont souvent limitées*⁹ ». La question économique fondamentale est donc de savoir comment « *les individus utilisent les ressources à leur disposition pour satisfaire leurs besoins et désirs* ».

L'arbitrage

L'utilisation de ressources limitées, alors que les désirs ne le sont pas, nécessite de faire des choix, d'opérer des « arbitrages ». Dans cette optique, on peut présenter l'exemple suivant : si l'on renonce à un emploi pour préparer un concours ouvrant l'accès à une autre carrière, c'est le fruit d'un arbitrage entre les revenus actuels et les revenus supérieurs attendus d'une meilleure situation professionnelle. Cette décision met en jeu de nombreuses données qu'il s'agit aussi d'étudier.

Les coûts d'opportunité

Pour effectuer un arbitrage, pour choisir, « *il est nécessaire de pouvoir comparer les différentes alternatives et mesurer ce à quoi il faut renoncer pour obtenir quelque chose*. » On appelle « coût d'opportunité » le résultat de la comparaison entre les diverses alternatives. Cette comparaison met en balance « *la différence entre les bénéfices et les coûts anticipés* » de chaque possibilité. C'est l'alternative offrant le bénéfice le plus élevé qui est retenue.

Les incitations

Si une décision se base bien sur la comparaison entre les avantages et les coûts, il faut encore tenir compte des « *incitations* ». Ce terme désigne des éléments extérieurs à la situation individuelle mais qui l'influencent. « *Les incitations peuvent avoir plusieurs origines : évolution des prix, évolution des politiques, évolution de la législation...* ». Dans le cas d'un achat, par exemple, si le prix d'une cafetière électrique augmente, le consommateur arbitre en faveur d'un appareil équivalent mais moins cher. Ce qui ne vaut dans tous les cas. Pour les biens dits de première nécessité une augmentation n'entraîne pas le renoncement à un achat (on le voit avec les produits alimentaires de base par exemple). Dans le domaine du luxe, une augmentation de prix peut même avoir l'effet inverse et inciter à l'achat. C'est ce qu'on appelle les dépenses ostentatoires.

Pour résumer, l'analyse économique éclaire la façon dont les humains répondent à la rareté (et aux incitations) « *de la manière la plus efficace possible pour aboutir à une situation d'équilibre* ».

PARTIE 2. LES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS

On observe en économie trois comportements individuels principaux : la consommation, l'épargne et l'investissement.

La consommation

Au niveau des statistiques nationales, la mesure de la consommation considère les « ménages¹⁰ » et répond à une série de conventions qu'on ne peut passer en revue ici. Citons simplement deux exemples :

- o en matière de soins de santé, l'on tient compte des remboursements (on imagine le travail que des calculs de ce genre demandent aux statisticiens quand il s'agit d'envisager la dépense des ménages au niveau national et tous les domaines concernés par les interventions de l'État!)
- o on considère comme une dépense les loyers dits « imputés », c'est-à-dire « *les loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent¹¹* ».

Au niveau théorique, les économistes tâchent de « *comprendre les déterminants de la consommation, en particulier celle des ménages* ». Au vu à la fois du nombre de théoriciens qui se sont penchés sur la question ainsi que de la multitude de contradictions et polémiques qu'ont engendrées leurs explications diverses, il n'est guère utile d'étudier toutes ces approches et analyses. On retiendra simplement, à titre d'exemple, le travail de John Maynard Keynes (sans doute le plus connu et, à une certaine époque, le plus écouté des économistes du XX^e siècle) et l'une ou l'autre objections qui lui ont été opposées, et dont certaines ont fini par s'imposer. Rappelons que nous nous intéressons ici aux comportements individuels.

J. M. Keynes

John Maynard Keynes a mis en exergue une loi psychologique assez simple selon laquelle quand leur revenu augmente, les ménages dépensent une partie de l'augmentation et le solde va à l'épargne. En matière de dépenses, il existe, selon Keynes, « *deux éléments* :

1. *une partie incompressible comprenant les biens de première nécessité pour lesquels, quoiqu'il arrive, les quantités consommées ne varient pas même si les prix changent fortement [...];*
2. *une partie qui dépend de la propension marginale à consommer des individus qui dépend du revenu selon la loi psychologique fondamentale* ».

10. « Un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de colocation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne. »
Ménage – www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1879

11. Loyer – www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1455

On appelle propension marginale à consommer la part du revenu supplémentaire qui est affectée à la consommation (et non épargnée). Le terme « marginal » est utilisé massivement en économie orthodoxe. Il désigne en général le dernier élément d'une production (dont on calcule le coût que l'on qualifie alors de marginal puisque c'est celui de la dernière

pièce produite), ici il désigne les derniers éléments monétaires (ceux qui restent après les dépenses incompressibles). Chaque ménage a sa façon d'user de cet argent marginal, certains ont une propension plus élevée que d'autres à le dépenser.

Quant aux objections

On l'a dit, le monde de la théorie économique est complexe et rempli de discours opposés. Certains points de vue dominent les politiques économiques... mais pendant un temps seulement. Le passage des théories keynésiennes à ce que l'on appelle le « néolibéralisme » en est un exemple fort clair. Pour le dire de façon très simple, la logique de la croissance par la demande a été remplacée par celle de la croissance par l'offre. En d'autres termes, au lieu de soutenir la consommation (la demande) par diverses mesures (comme, entre autres, l'indexation automatique des salaires qui a disparu presque partout dans le monde) ou de soutenir l'emploi par des travaux publics, on donne à présent nombre d'avantages aux entreprises (l'offre), ce qui est supposé créer des emplois lesquels sont supposés permettre la consommation.

Deux précisions :

- o les deux grands courants, certes opposés, s'inscrivent néanmoins tous deux dans la même logique capitaliste globale.
- o les théories keynésiennes (basées sur la demande) ou néolibérales (de l'offre) ne sont jamais appliquées à la lettre. En témoignent les mesures publiques prises durant les pics d'inflation récents. Ainsi, les diverses formes de « chèques consommation » sont d'ordre keynésien.

Pour en revenir aux critiques adressées aux théories keynésiennes :

- o citons, pour les comportements des ménages à court terme, la réflexion de Thomas Brown qui, pour expliquer que les faits ne sont pas aussi linéaires que ne le laisserait supposer la théorie de Keynes, avance *« qu'il faut introduire un effet retard qui rend compte d'une certaine inertie dans le comportement de consommation. La consommation dépend ainsi du revenu et de la consommation de la période précédente¹² »*.
- o citons encore, pour les comportements des ménages à long terme, là où la théorie keynésienne rencontre le plus de contradictions, le paradoxe de Kuznets. Simon Kuznets *« montre en effet que sur longue période la consommation évolue au même rythme que les revenus [...], ce qui contredit la loi psychologique fondamentale qui prédit une progression plus faible de la consommation »*. Kuznets réfute donc le principe de la propension marginale à consommer.

Cette dernière réfutation a, à son tour, fait éclore plusieurs théories entendant apporter des éléments de compréhension.

On retiendra le nom de Milton Friedman en raison de son importance cruciale dans le néolibéralisme. Milton Friedman, dont l'approche est dite « monétariste », s'oppose radicalement à la conception keynésienne. Selon lui, *« il faut considérer le revenu courant, qui se divise en deux parties :*

12. Les citations de cette partie, « Quant aux objections », sont extraites de *Les comportements individuels : la consommation, l'épargne, l'investissement* – Philippe Frouté – www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/vitrine/Les%20comportements%20individuels%203A%20la%20consommation%2C%20l%27C3%A9pargne%2C%20l%27investissement

un revenu transitoire et un revenu permanent. Le revenu transitoire est un revenu aléatoire (primes, etc.) qui n'influencerait pas la consommation des individus. Le revenu permanent est une anticipation¹³ par les consommateurs des revenus provenant à la fois de leur travail et de [leur] richesse accumulée. Le revenu permanent est un revenu intertemporel¹⁴. Dans la théorie de Milton Friedman, les ménages consommeraient une part constante de leur revenu permanent. La fonction de consommation serait proportionnelle au revenu permanent, la propension à consommer et le taux d'épargne [resteraient] constants. »

Une citation extraite du journal libéral Contrepoints¹⁵ illustre l'opposition Keynes – Friedman à merveille : « Supposons que, pour relancer l'économie, le gouvernement décide d'envoyer un chèque de 1 000 euros à chaque ménage [...]. Si les agents suivent une fonction de consommation keynésienne, ils vont alors dépenser très rapidement une majeure

partie de cette prime exceptionnelle (par exemple 800 euros si la "propension marginale à consommer" est égale à 0,8), et cette mesure du gouvernement va permettre de relancer nettement la consommation, et donc la croissance. En revanche, si les agents ont un comportement intertemporel [...], l'effet direct sur la consommation sera très faible. En effet, les agents vont alors se dire "cette prime est exceptionnelle, et je vais donc simplement dépenser 20 euros de plus par an durant les 50 ans qu'il me reste à vivre" ».

13. « En économie, une anticipation est une estimation des valeurs futures d'une variable économique (inflation, revenu, taux d'intérêt, salaire...) par un agent économique, et [cette anticipation] fonde ses décisions. Les anticipations ont pris une part de plus en plus importante dans l'explication de la conjoncture économique et de nombreux modèles économiques tentent de les formaliser et de les intégrer dans les analyses, notamment dans le domaine de la politique économique. »
Anticipation (Économie) – [https://fr.wikipedia.org/wiki/Anticipation_\(%C3%A9conomie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Anticipation_(%C3%A9conomie))

14. « Qui implique des événements situés à des moments différents. L'étude des choix intertemporels consiste à déterminer dans quelle mesure les individus accordent une préférence au futur proche par rapport à un futur plus lointain, et à décrire les mécanismes psychologiques et cérébraux à l'œuvre. »
D'après Choix intertemporel – https://fr.wikipedia.org/wiki/Choix_intertemporel

15. Citée in Intertemporel – www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/intertemporel.
Consulté le 16 juin 2023.

16. « Une épargne de précaution est une réserve d'argent que l'on se constitue pour faire face à des dépenses imprévues. »
Pourquoi et comment se constituer une épargne de précaution ? – Jean-Philippe D. www.maif.fr/epargne-patrimoine/guide-constituer-patrimoine/epargne-de-precaution

L'épargne et l'investissement

L'épargne est la part du revenu qui n'est pas consommée. Philippe Frouté la définit de la sorte : « On distingue l'épargne financière et l'épargne non financière. L'épargne non financière correspond principalement aux investissements immobiliers tandis que l'épargne financière rassemble les placements financiers (comptes rémunérés, achats de titres, etc.) et l'épargne monétaire (thésaurisation). »

Les déterminants de l'épargne

- a. De toute évidence, la hauteur et la diversification de l'épargne, dépendent des revenus considérés globalement. Ce qui conduit Philippe Frouté à écrire : « On observe que les ménages ayant un revenu élevé ont une propension à épargner plus élevée que les ménages à revenus plus modestes ». Il ajoute qu'existent des incitations qui orientent l'épargne. Par exemple, si les loyers sont élevés, on la placera plus volontiers dans les achats immobiliers ou si l'inflation est élevée, l'épargne financière (les comptes d'épargne, par exemple) sera délaissée parce que les taux qu'elle offre sont inférieurs à l'inflation et que donc l'argent perd de sa valeur. Les anticipations, telles que nous les avons décrites, jouent un rôle aussi. S'ils anticipent une situation difficile (par exemple une hausse des produits pétroliers) « les agents pourront adopter un comportement prudent et ajuster leur épargne (épargne de précaution¹⁶). »
- b. À long voire à moyen termes, la fiscalité (les diverses répartitions de l'impôt) influencent l'épargne : si les produits financiers sont taxés lourdement, l'épargne s'orientera ailleurs. Si les revenus sont taxés plus lourdement, l'épargne diminuera, etc. On constate aussi que « les cycles de vie peuvent

également influencer les comportements d'épargne. Par exemple, l'âge influence les types d'épargne (épargne en vue de permettre de lisser la consommation en faisant face à la diminution des revenus d'activité [en cas de] départ à la retraite, [par exemple] par opposition à une épargne» constituée en vue de la transmission d'un patrimoine...

Les principales théories de l'épargne

Comme il est finalement d'usage, les théories orthodoxes et keynésiennes s'opposent quant à l'épargne dans son rapport avec les investissements. On ne s'attardera guère sur les raisonnements parfois fort longs qui déterminent les positions en présence. Retenons que, pour l'approche actuellement dominante, l'épargne, en générant l'investissement, est à l'origine d'un accroissement de la production donc de la croissance, alors que pour Keynes, «l'épargne est [...] répartie entre la monnaie et les titres». Si on peut assimiler ces derniers à un investissement, ce que Keynes nomme la «préférence pour la liquidité», qui est un comportement psychologique individuel, motive l'épargne monétaire. On peut encore ajouter le risque que souligne Keynes : en raison du fait que l'épargne peut «favoriser uniquement la spéculation» et donc «freiner l'activité [réelle]», il est possible qu'elle s'avère improductive. La situation récente nous a ainsi montré qu'une cargaison de céréales pouvait changer de propriétaire plusieurs dizaines de fois sans qu'elle ne quitte jamais le navire qui la transporte : chacun spéculait sur une ascension des prix et compte revendre la cargaison plus chère qu'il ne l'a achetée, sans jamais ne l'avoir ne fût-ce qu'aperçue. Ce n'est pas, pour dire le moins, une «activité productive».

PARTIE 3. ÉLÉMENTS CRITIQUES

Le Maître de conférences, M. Philippe Frouté, commence donc par exposer ce que sont les principes économiques fondamentaux, que la suite de son cours développe et complète. Notre but n'étant pas de donner un cours d'économie, nous concentrons notre approche critique sur l'introduction aux concepts relatifs aux individus.

Rareté et désir illimité de «choses» : pauvre anthropologie!

Il apparaît donc que la «rareté» est fondamentale dans cette approche de l'économie : le problème initial serait que l'être humain est doté d'une capacité quasi-illimitée à désirer des choses mais que les ressources à sa disposition pour satisfaire ces désirs sont souvent limitées et que cela le conduise à devoir effectuer des choix.

Dès les premières lignes, nous sommes fixés : la «science économique» comme la nomme M. Frouté, s'intéresse aux *individus* lesquels, en économie, se caractérisent par leur capacité à désirer des choses quasiment sans limites. Que voilà une anthropologie simple. Simpliste, pour tout dire. On n'énumèrera pas l'infinité d'oublis, ou plutôt l'évacuation brutale, de tout ce qui fait la complexité du désir d'un être humain, qui porte sur une multitude de domaines.

Jean-Marie Harribey¹⁷ fait fort judicieusement remarquer que, dans les textes

17. *La rareté chez les classiques* – Jean-Marie Harribey – <http://harribey.u-bordeaux.fr/cours/rarete.pdf>

18. Le Larousse en ligne fournit les définitions suivantes :

«1. *Pouvoir quelqu'un d'une dot: Fille richement dotée.*

2. *Pouvoir quelqu'un, un groupe, en moyens, en biens; équiper: Doter le pays d'une industrie puissante.*

3. *Pouvoir quelqu'un d'une qualité, d'un avantage, gratifier: La nature l'a dotée d'une beauté parfaite.*

4. *Faire une dotation à quelqu'un, une collectivité, un établissement; pourvoir un organisme de fonds qui lui permettent d'assurer son fonctionnement.»*

Doter – www.larousse.fr/dictionnaires/francais/doter/26538

19. Pour reprendre l'exemple du téléphone portable, on estime que ce sont *plus de 5 milliards* de téléphones portables seront jetés en 2022 pour être remplacés bien entendu.

Plus de 5 milliards de téléphones portables seront jetés en 2022.

Pauline Govaert – www.moustique.be/actu/consommation/2022/10/17/plus-de-5-milliards-de-telephones-portables-seront-jetes-en-2022-248897

théoriques, « besoin » et « désir » ne sont guère distingués. Et que toute l'opération, fondamentale, qu'opère l'économie classique (aux 18 et 19^e siècles) c'est de transformer la conception de l'homme : de le faire passer d'un être de désir (avec toute la complexité que cela suppose) à un être de besoins. De besoins physiologiques (auquel cas la rareté se cantonne à ce qui est nécessaire pour vivre) mais surtout de besoins sociaux : c'est-à-dire « *constamment évolutifs, donc potentiellement illimités* ». Qu'on songe aux téléphones portables dont nul n'avait besoin avant qu'ils n'existassent et qui sont aujourd'hui in-dis-pen-sables !

On ne peut non plus manquer de souligner l'utilisation de l'expression « *doté¹⁸ d'une capacité illimitée de désirer des choses* », capacité dont, au vu du processus de *naturalisation* à l'œuvre dans l'approche orthodoxe, l'on peut raisonnablement supputer qu'elle est supposée innée. Qu'elle serait une « dot » de la Nature et donc un trait fondateur, inéluctable, de la « nature humaine ». Or, si l'on prend en compte le glissement de sens que relève Jean-Marie Harribey, c'est en réalité le *besoin* qui endosse ce trait de notre humanité et par là-même en opère la réduction anthropologique tout en permettant, et c'est l'essentiel, « *de légitimer [l'incessante] recherche de l'accroissement des richesses* ». Au détriment de toute autre considération – écologique¹⁹, sociale, éthique – ... puisque nous ne serions plus des êtres de désir, mais de besoins.

L'économie : science dure ?

Quoi qu'il en soit, cette réduction anthropologique est en réalité le seul choix qui s'offre à une économie prétendant accéder au rang de science dure. Cette dernière expression – plus populaire qu'académique – désigne généralement les domaines s'occupant de la matière, dont les expériences sont reproductibles et acceptent d'être confrontées aux

éventuelles contradictions empiriques. Les sciences dures (physique, chimie, voire mathématiques,) jouissent dans les sphères politiques contemporaines d'un prestige dont en aucun cas ne peuvent se réclamer les sciences qualifiées de molles (sociologie, anthropologie, etc.). Cette distinction, comme l'indique au reste le lexique, a une fonction normative évidente : elle établit un classement de la valeur des divers domaines de recherche et de réflexion. On ne s'étonnera donc pas trop de ce que, dans sa recherche de reconnaissance, la « science » économique procède à une forme de mécanisation de l'humain, abordé comme une machine à choisir quel besoin (au sens défini plus haut) satisfaire sous la contrainte de la rareté. Dans la langue des économistes, choisir c'est « arbitrer », c'est-à-dire effectuer un choix rationnel basé sur les coûts d'opportunité, en d'autres termes, sur l'évaluation des diverses alternatives qui se présentent, puis de retenir celle qui a le meilleur rapport coûts – bénéfiques, le bénéfique étant le but ultime de toute action. Les coûts et les bénéfiques sont bien sûr conjoncturels : ils varient et influencent les décisions en des sens divers selon le moment où elles sont posées.

La maximisation du bénéfice

C'est dans les conditions épistémologiques que nous venons de brièvement décrire que se développe la science économique. Il apparaît assez évident qu'elle

20. D'une certaine façon déjà dénoncé en 1964 par Herbert Marcuse dans son essai (ou son étude) *L'Homme unidimensionnel* : « les communications de masse ont peu de mal à faire passer les intérêts particuliers pour ceux de tous les hommes de bon sens. Les besoins politiques de la société deviennent des aspirations et des besoins individuels, leur satisfaction favorise la marche des affaires et le bien public et le tout semble être l'expression même de la raison. » Extrait de l'introduction, *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*. Éditions de Minuit. On pourra lire une excellente analyse parue en 2018 et relative à l'actualité de cet ouvrage (publié en 1964 et 1968 en français) : *Actualité d'Herbert Marcuse : à propos de l'Homme unidimensionnel* - Jean-Luc Metzger – https://sociogest.hypotheses.org/files/2018/12/CISG_n19_12_2018_Jean-Luc_Metzger_Marcuse_p_29_53.pdf Il est aussi possible de trouver des sites Internet où télécharger l'ouvrage original (qui n'est cependant pas encore tombé dans le domaine public).
21. *Propension* – www.larousse.fr/dictionnaires/francais/propension/64363
22. Le mot titre désigne « un droit de propriété. Il représente une reconnaissance du fait qu'une personne ou une organisation est propriétaire d'une partie du capital d'une société ou d'une partie de la dette d'une société ou d'un état. » *Titre financier, qu'est-ce que c'est ? Définition* – www.budgetbanque.fr/epargne/titre-financier-definition. Il peut donc aussi bien s'agir d'actions (représentant une fraction du capital d'une société) que d'obligations (de titres de dette émis par une entreprise ou un État donnant droit à l'investisseur au versement d'un intérêt annuel appelé coupon et au remboursement du titre à l'échéance, laquelle est variable. Pour la dette étatique, par exemple, le remboursement peut intervenir après une ou plusieurs années (généralement entre 1 et 10 ans).

est complètement déconnectée de toute considération sociologique ou anthropologique un peu sérieuse. Et plus éloignée encore de toute éthique puisque seule compte la maximisation du bénéfice. Cette entreprise méthodologique d'écrasement du caractère multidimensionnel²⁰ de l'être humain conduit à sentencieusement énoncer des vérités aussi éclairantes que « *l'épargne des ménages dépend des revenus disponibles*. » Il faut avouer que pour une surprise, c'est une surprise ! On est en effet fort étonné d'apprendre qu'un ménage ouvrier payé au revenu minimum a une propension moindre à épargner qu'un ménage aux revenus plus élevés. Plus sérieusement, c'est cette fois le terme « propension » qui dit tout de l'approche dominante. La propension est, selon La Larousse en ligne, une « *tendance naturelle à faire quelque chose*²¹ » et il se ferait que l'épargne serait une propension, une tendance naturelle, plus répandue chez les riches que chez les pauvres. En naturalisant ainsi une situation profondément inégalitaire, fruit de l'organisation des rapports sociaux et non d'une quelconque nature humaine, la « science » économique évite toute réflexion sur ce qui expliquerait la coexistence de riches et de pauvres – termes au demeurant soigneusement bannis du lexique officiel, où n'existent que des personnes ou des ménages disposant de revenus modestes ou plus élevés.

Un individu = trois comportements économiques

L'espèce d'humain ainsi dessiné aura essentiellement trois comportements : il consommera, épargnera ou investira. Un petit mot ici de John Maynard Keynes – aujourd'hui cité comme un ancêtre dépassé. Il est pratiquement le seul des économistes repris ci-avant qui ait tenu compte de comportements psychologiques, son concept de « préférence pour la liquidité » en témoigne : chez lui, les humains peuvent avoir des penchants différents (déterminés par divers éléments psychologiques : acquis et non innés, donc) et préférer disposer à volonté de leur argent plutôt que de le placer dans des titres divers²² dont ils ne perçoivent que les intérêts (jusqu'à l'éventuel recouvrement de l'investissement de départ).

Le triomphe de Friedman & Co...

Mais voilà : ce sont les théories de Milton Friedman (pour le dire de façon fort, sans doute trop, ramassée : on se doute que les théories divergent et que les polémiques ne manquent pas même au sein l'économie orthodoxe) qui dominant. « Deux de ses œuvres ont particulièrement touché le grand public : d'abord son livre "*Capitalisme et liberté*" publié en 1962 puis sa série d'interventions télévisées réalisées en 1980 intitulée "*Free to Choose*"²³ (en français *La Liberté du choix*). Dans "*Capitalisme et liberté*", il explique sa théorie selon laquelle la réduction du rôle de l'État dans une économie de marché est le seul moyen d'atteindre la liberté politique et économique. Plus tard, dans "*La Liberté du choix*", Friedman cherche à démontrer la supériorité du libéralisme économique sur les autres systèmes économiques. [...] Avec sa théorie du revenu permanent et l'introduction du taux de chômage naturel, Friedman remet en cause le bien-fondé des politiques de relance [que prônait Keynes] qui, pour lui, ne peuvent que provoquer de l'inflation contre laquelle il faut lutter. Ses idées se diffusèrent progressivement et

23. De nombreux chapitres de cette série sont disponibles en ligne (par exemple ici, pour le 1^{er} : Milton Friedman – *Free to Choose*, Épisode 1: *Le pouvoir du marché* – www.youtube.com/watch?v=ZBjeRHMDwg4&t=0s; les liens vers les 9 chapitres suivants y sont indiqués).

24. *Milton Friedman* – https://fr.wikipedia.org/wiki/Milton_Friedman

25. *Taux de chômage naturel* – https://fr.wikipedia.org/wiki/Taux_de_ch%C3%B4mage_naturel

26. « Une boucle de rétroaction est, en économie, un phénomène d'influence mutuelle et auto-entretenu entre deux variables économiques [ici l'inflation et le chômage]. Les boucles de rétroactions sont reliées par des courroies de transmission qui permettent à une variable d'influer sur l'autre, et vice versa. »
Boucles de rétroaction (économie) – [https://fr.wikipedia.org/wiki/Boucle_de_%C3%A9troaction_\(%C3%A9conomie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Boucle_de_%C3%A9troaction_(%C3%A9conomie))

furent prises en compte par les milieux politiques dans les années 1980, influençant profondément les mouvements conservateurs et libertariens américains. Ses idées sur le monétarisme, la fiscalité, les privatisations et la dérèglementation ont directement ou indirectement inspiré les politiques économiques de nombreux gouvernements à travers le monde, notamment ceux de Ronald Reagan aux États-Unis, de Margaret Thatcher au Royaume-Uni ou d'Augusto Pinochet au Chili²⁴».

L'exemple du taux de chômage naturel

Nous n'exposerons bien entendu pas ici l'ensemble de la théorie de M. Friedman. Mais, pour continuer à mettre en avant la naturalisation à laquelle procède l'économie dominante, il nous semble important de retenir les termes de « *taux de chômage naturel* ». Wikipédia formule la chose de façon accessible : « *selon les hypothèses du modèle, en absence de choc et de cycle économiques, les salaires tendent vers un niveau d'équilibre qui égalise offre et demande sur le marché du travail. Le chômage naturel [qu'on pourrait aussi qualifier de résiduel, puisque l'offre et la demande sont en équilibre] découle alors, pour un niveau de compétence donné, du refus de travailleurs d'accepter un salaire jugé trop faible [...] et de l'inintérêt pour les firmes de proposer un salaire trop élevé²⁵».* Le « marché » tend donc à équilibrer offre (on parle ici de celle des travailleurs) et demande (des entreprises). S'il existe une part de chômage, c'est donc qu'il est volontaire : il relève de l'arbitrage du travailleur. Se confirme donc bien que l'humain est un calculateur rationnel et, surtout, qu'il est dans sa *nature* d'ainsi se comporter puisque le chômage est en l'espèce *naturel*.

Une application du concept

Selon la théorie, un taux de chômage élevé tend à faire baisser les salaires (ou à éviter leur augmentation) : il y a peu de travail, l'on est prêt à accepter des salaires inférieurs et donc la baisse de la consommation et de la production y liées : l'inflation demeure dans des normes acceptables, soit aux alentours de 2% (c'est le chiffre retenu par l'Union européenne dans ses Traités). Un taux de chômage fort bas tend en revanche à faire monter les salaires, puisque, manquant de main d'œuvre, l'industrie ou les services sont contraints d'offrir de meilleures conditions pour pouvoir embaucher. S'enclenche alors un risque inflationniste : le pouvoir d'achat augmente, la consommation et la production aussi, les prix suivent... : c'est une définition de l'inflation.

Mais cette inflation fait baisser les salaires réels (ou, si l'on veut, le pouvoir d'achat). Le salaire réel étant plus faible, les entreprises augmentent leurs embauches, ce qui fait à nouveau baisser le chômage. Il s'agit d'une boucle de rétroaction²⁶, qui a été mise en évidence par Phillips sur base d'observations empiriques sur le temps long (de 1861 à 1957). Phillips présente ce phénomène sous la forme d'une courbe qui a pris son nom et est devenue fort célèbre.

Au niveau théorique, précisons le désaccord de l'école monétariste de Friedman pour laquelle « *la demande globale n'influe pas sur le chômage, et il existe un taux de chômage naturel vers lequel tend le taux de chômage en l'absence de changements structurels sur le marché du travail* ».

C'est James Tobin (célèbre par sa proposition de taxe sur les transactions financières, de laquelle est née l'idée de fonder Attac) qui a proposé «*la formulation NAIRU, [qui] n'explique plus l'inflation, mais les variations de l'inflation :*

- *si le taux de chômage est inférieur au taux de chômage naturel, l'inflation tend à augmenter ;*
- *s'il est supérieur, elle tend à diminuer ;*
- *s'il est voisin, elle reste constante.*²⁷ »

Le Nairu, acronyme de « Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment », soit en français « le taux de chômage n'accéléralant pas l'inflation », est donc un indicateur économique qui, estimé économétriquement pour un pays et à un instant donné, mesure approximativement le taux de chômage qui serait compatible avec un taux d'inflation stable. L'OCDE par exemple y recourt et fournit les chiffres du chômage acceptable (en fonction de l'inflation) pour tel ou tel pays ! Le plein emploi, encore parfois évoqué²⁸, ne doit plus faire illusion : il n'entre absolument plus dans les visées économiques contemporaines, pour lesquelles existe, on l'a vu, un taux de chômage « naturel²⁹ ».

Ce petit rappel historique est nécessaire d'une part pour montrer comment on passe des observations empiriques et des données chiffrées de Phillips à une formulation purement idéologique, c'est-à-dire entièrement conditionnée par la *naturalité* des comportements individuels qui influenceraient à leur tour tout le fonctionnement économique.

Faire fi des rapports sociaux

Ces élaborations théoriques sur le chômage ne sont, somme toute, que du recyclage mathématisé et/ou économétrique de la théorie de l'«*armée de réserve*» que Marx avait depuis fort longtemps bien mise en évidence *mais* ils en évacuent toute dimension sociale, tout rapport de force et conflit entre le capital et le travail. Exit aussi l'exploitation : puisque tout est fondé sur l'équilibre *forcément* (naturellement) apporté par la loi de l'offre et de demande, les phénomènes liés au chômage, entre autres, sont l'effet de cette loi. Rien d'autre.

Pour Marx, «*la disponibilité du travail influe sur le montant des salaires. Plus la population active au chômage grandit, plus les salaires baissent. À l'inverse, s'il y a des emplois disponibles et un faible niveau de chômage, cela tend à élever le niveau moyen des salaires. Dans ce cas les travailleurs sont à même de changer d'emploi rapidement pour obtenir une meilleure rémunération.*

³⁰ » Ce point décliné ci-avant par Phillips, Tobin etc. dissimule le fait qu'en raison de la concurrence, «*pour obtenir une meilleure productivité du travail leur offrant temporairement un avantage sur leurs concurrents, [les capitalistes] investissent dans des moyens de production [des outils] plus performants. Cela signifie qu'avec des débouchés (une demande solvable) constants, il y a tendance à avoir un "surplus" de travailleurs par rapports aux besoins de la production capitaliste. Par conséquent dans le capitalisme, la croissance économique est une contre-tendance au chômage. Mais celle-ci est forcément limitée [...]. Au niveau des faits, on constate effectivement qu'en dehors de la période exceptionnelle des "30 glorieuses", il y a toujours eu un chômage de masse, fluctuant au gré des cycles du capitalisme [...]. La "surpopulation relative"*

27. Taux de chômage n'accéléralant pas l'inflation. Op. Cit.

28. Cf. ci-après les Missions de la BCE.

29. Taux de chômage naturel. Op. cit.

30. Armée de réserve de travailleurs – https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e_de_r%C3%A9serve_de_travailleurs

[de travailleurs] en régime capitaliste entraîne en premier lieu des licenciements [...]. Elle a aussi pour conséquence de pousser la bourgeoisie à imposer plus de précarité, afin de pouvoir ajuster leur masse salariale (embaucher en cas de besoins momentanés, licencier au moindre durcissement de la conjoncture). Plus généralement, cela exerce une pression à la hausse sur le taux d'exploitation³¹».

D'autre part, les considérations dominantes quant au chômage montrent que l'obsession pour la lutte contre l'inflation est devenue écrasante et que le NAIRU sert à guider des politiques anti-inflationnistes : il a des effets concrets. L'OCDE écrit ainsi en 2000³² : « Les estimations du NAIRU aident à mettre en évidence les hypothèses qui sous-tendent l'analyse et les recommandations de politique économique [...] Une réduction rapide de l'écart positif entre le chômage effectif et le NAIRU peut entraîner des effets inflationnistes à court terme inacceptables ». On retiendra tout de même que, le NAIRU ayant soulevé une certaine indignation (au sortir du « plein emploi », calculer un chômage optimal n'était pas une idée facilement acceptable), l'OCDE, arguant de raisons techniques et non politiques, annonce dans le même document revoir, mais non abandonner, ses procédures d'utilisation du modèle.

Qu'ajouter ? L'humain réduit à un être de besoins, qui arbitre ses choix afin de maximiser son utilité³³, n'est plus rien d'autre qu'un consommateur. Est-il quelque chose de plus profondément triste que d'imaginer qu'un monde tel que celui-là, déjà en bonne voie, puisse un jour se voir pleinement réalisé ? Puissent ces quelques lignes (et d'autres à venir) aider à nous dessiller les yeux et à nous battre pour prouver que nous sommes des êtres de désir. D'imagination. « Avec soif d'idéal ».

PARTIE 4. L'INFLATION

31. *Armée de réserve industrielle*
– https://wikirouge.net/Arm%C3%A9e_de_r%C3%A9serve_industrielle_et_Contradictions_du_capitalisme
– https://wikirouge.net/Contradictions_du_capitalisme

32. On pourra télécharger le document concerné (V. *Révision des indicateurs du chômage structurel de l'OCDE*) ici : www.oecd.org/fr/emploi/travail/2086128.pdf

33. « Les précurseurs de la révolution marginaliste [...] concevaient l'utilité comme la sensation de plaisir associée à la consommation d'un bien. Ils défendirent l'idée d'une mesure cardinale de l'utilité en supposant que le consommateur était capable de donner une évaluation de l'utilité que lui apportait toute combinaison de biens. »
Utilité – [https://fr.wikipedia.org/wiki/Utilit%C3%A9_\(%C3%A9conomie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Utilit%C3%A9_(%C3%A9conomie))

L'approche du chômage par l'économie orthodoxe démontre à elle seule que, outre la croissance, existe une autre préoccupation majeure : l'évitement de l'inflation. De surcroît, les années 2022 et 2023 ont été et restent marquées par une inflation importante : le phénomène est donc bien connu, la société l'a vécu et continue à le vivre. Tout nous pousse donc à prolonger notre approche de l'économie dominante sous cet angle particulier, largement intriqué aux préceptes orthodoxes. Nous procéderons en deux étapes. Dans un premier temps, nous exposerons ce qu'est le discours orthodoxe sur la question. On se référera essentiellement au propos de la Banque Centrale Européenne (la BCE), qui défend une inflation à 2 %. On s'arrêtera aussi sur les missions générales que lui a confiées le Traité de Maastricht en ce qu'elles exposent le tableau général dans lequel s'insère la lutte contre une inflation jugée excessive. Laquelle est présentée comme une défaillance, une imperfection, par rapport au marché en soi parfait. Dans un second temps, nous procéderons à une lecture critique de l'ensemble des exposés précédents en tâchant de porter au jour la multitude de contradictions qu'ils recèlent et sous lesquelles se dissimule le but exact de la « lutte contre l'inflation » non maîtrisée : la croissance, c'est-à-dire la prorogation du moteur du capitalisme.

A. L'inflation : le discours orthodoxe

Les propos communs sur l'inflation – Internet, médias, discussions informelles, etc. – renvoient de façon massive à des définitions ou à des exposés expliquant qu'il s'agit d'une *augmentation globale des prix*, d'une part, et de l'autre, que l'inflation est dangereuse pour « l'économie³⁴ » et doit donc être maîtrisée.

Le rôle de la Banque Centrale Européenne (BCE)

Les missions de la BCE

Dans l'espoir d'obtenir des informations plus précises quant à l'inflation, il est logique de consulter le site Internet de la Banque Centrale Européenne³⁵ puisqu'elle écrit : « *notre mission est de maintenir la stabilité des prix. Pour ce faire, nous veillons à ce que l'inflation, autrement dit la variation des prix, reste faible, stable et prévisible à un taux de 2% à moyen terme.* »

Pour être précis, le mandat de la BCE « est défini dans le *Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne* », dit de Maastricht (1992), qui stipule entre autres que « sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix », la BCE soutient également les objectifs des politiques économiques générales dans l'UE : « *une croissance économique équilibrée, une économie sociale de marché hautement compétitive visant le plein emploi et le progrès social, ainsi qu'un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix. [...] La BCE agit conformément au principe d'une économie de marché ouverte avec libre concurrence, favorisant une allocation efficace des ressources.*³⁶ »

34. Les guillemets entendent montrer qu'il y a là une essentialisation de l'économie qui tend faire oublier en réalité elle est un ensemble de rapports sociaux, pouvant revêtir une multitude de formes qui sont simplement niées au profit des théories orthodoxes, les seules qui vaudraient. Ce point est expliqué plus loin (L'Économie est une essence).

35. À propos de la BCE – www.ecb.europa.eu/ecb/html/index.fr.html

36. « Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix », est-on tenté d'ironiquement ajouter...

37. Qu'est-ce que l'inflation ? – www.ecb.europa.eu/ecb/educational/explainers/tell-me-more/html/what_is_inflation.fr.html

38. *Dessin animé sur la stabilité des prix destiné aux écoles* – www.ecb.europa.eu/ecb/educational/pricestab/html/index.fr.html
Le dessin animé est disponible ici : www.youtube.com/watch?v=ojKtI9hxm9M

Une approche de l'inflation

À la question « *Qu'est-ce que l'inflation³⁷* », la BCE répond : « *Une hausse globale des prix* » et avance le développement suivant : « *Dans une économie de marché, les prix des biens et des services varient. Certains augmentent, d'autres diminuent. On parle d'inflation lorsque les prix augmentent globalement, et non uniquement les prix de quelques biens et services. Quand tel est le cas, avec le temps, chaque euro permet d'acheter moins de produits. Autrement dit, l'inflation érode progressivement la valeur de la monnaie.* »

Après avoir fourni quelques mots d'explications sur la façon dont est calculée l'inflation (voir encadré ci-après), la page de la BCE nous invite à regarder le « *film d'animation sur le monstre de l'inflation et la stabilité des prix³⁸* ». Le « monstre » : tout est dit : il est impératif de le combattre...

Mais par ailleurs, on l'a vu, l'inflation semble inéluctable. Cependant, pour autant qu'elle soit maintenue aux alentours de 2%, il apparaît qu'elle ne pose guère de problème particulier.

Selon la BCE, pour résumer, l'inflation est un monstre qu'on ne peut éliminer et qu'il faut donc maîtriser en le maintenant aux alentours de 2%.



Mesurer l'inflation

«Chaque ménage a des habitudes de consommation différentes [...]. Ce sont les dépenses moyennes de l'ensemble des ménages qui déterminent le poids des différents biens et services dans la mesure de l'inflation.

Cette mesure de l'inflation prend en compte tous les biens et services consommés par les ménages, notamment :

- o les biens d'usage courant (tels que les produits alimentaires, les journaux ou l'essence)
- o les biens durables (habillement, ordinateurs, machines à laver, etc.)
- o les services (salons de coiffure, assurances ou loyers)
- o [...]

Tous les biens et services consommés par les ménages durant l'année considérée sont représentés par un "panier". Chaque bien ou service figurant dans ce panier a un prix, qui peut varier dans le temps. Le taux d'inflation annuel est obtenu en comparant le prix total du panier au cours d'un mois donné à celui relevé pour le même mois de l'année

précédente. [...] Eurostat calcule chaque mois la hausse des prix à la consommation dans la zone euro. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) couvre, en moyenne, environ 700 biens et services. Il reflète les dépenses moyennes des ménages dans la zone euro pour un panier de produits. [...] Le terme "harmonisé" signifie que l'ensemble des pays de l'Union européenne ont adopté la même méthodologie, de sorte que les données peuvent être comparées entre les pays. »

39. «Le web scraping (parfois appelé harvesting ou en français moissonnage) est une technique d'extraction du contenu de sites Web, via un script ou un programme, dans le but de le transformer pour permettre son utilisation dans un autre contexte», en l'espèce pour le relevé de l'évolution des prix des produits présentés ou proposés en ligne. Web scraping – https://fr.wikipedia.org/wiki/Web_scraping

40. Les marchandises sont en effet classées en grandes catégories, elles-mêmes déclinées en marchandises diverses ; pour la Belgique, on peut avoir un aperçu de cette catégorisation et des divers produits concernés en téléchargeant le document Excel «Indice par groupes de produits à partir de 2006» ici : <https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/Consumptieprijzen/3.1%20Consumptieprijnsindex/Indexen%20per%20productgroep%20vanaf%202006.xls> Il faut en effet préciser qu'il est possible que chaque pays continue de calculer son propre taux d'inflation au moyen d'un «panier» qui lui est propre. L'IPCH est une opération supplémentaire.

41. Qu'est-ce que l'inflation ? Op. cit.

Pratiquement parlant, l'on procède la façon suivante :

1. **Relevés des prix.** Chaque mois, des millions de prix sont relevés dans des points de vente physiques et en ligne au moyen de web-scraping automatisé³⁹, de scanners de caisse et d'enquêtes. Ces prix sont recueillis dans toute la zone euro et couvrent jusqu'à 295 catégories de produits⁴⁰. Le nombre exact de biens et services pris en compte dans l'échantillon varie d'un pays à l'autre. Pour chaque produit, plusieurs prix sont relevés dans différents points de vente et dans différentes régions. Exemple : les observations portant sur les prix des livres distinguent différentes catégories d'ouvrages (romans, récits, ouvrages de référence, etc.) vendus dans les librairies, les supermarchés et sur les portails de commerce en ligne.
2. **Pondérations des groupes de produits.** Les groupes de produits sont pondérés selon leur poids dans le budget moyen des ménages. Pour que l'indice demeure pertinent et prenne en compte les modifications des habitudes de consommation, les pondérations sont révisées à intervalles réguliers. Elles sont établies à partir des résultats d'enquêtes effectuées auprès des ménages en vue de connaître la répartition de leurs dépenses de consommation. Les pondérations sont des moyennes nationales reflétant les dépenses de toutes les catégories de consommateurs (riches et pauvres, jeunes et personnes âgées, etc.).
3. **Pondérations des pays.** Elles sont calculées en fonction des parts respectives des pays dans le total des dépenses de consommation au sein de la zone euro.⁴¹ »

La bonne inflation

Malgré moult recherches, il nous faut bien avouer que nous avons fait chou blanc : aucun site officiel n'explique pourquoi il est normal (semble-t-il) que les prix augmentent, même dans des proportions considérées comme acceptables, comme dans la zone euro entre 2000 et 2021 :

ÉVOLUTION DE L'INFLATION AU SEIN DE LA ZONE EURO

TAUX ANNUALISÉ, EN %

42



Source : lafinancepourtous.com d'après BCE



En revanche, l'on prend conscience au fil des lectures orthodoxes qu'existe un accord généralisé pour soutenir qu'« une inflation modérée est bonne pour l'économie⁴³ ». Ce qui change assez profondément la nature du « monstre » : il n'est en réalité pas question de le combattre à mort, mais bien de le dompter parce qu'il est indispensable. Ainsi, « une hausse régulière mais modérée du niveau général des prix est l'objectif principal des politiques monétaires conduites par les grandes banques centrales. À ce titre, une progression de l'inflation de l'ordre de 2% par an est considérée par la Banque centrale européenne (BCE) comme une cible optimale. À un niveau modéré d'inflation sont, en effet, associés plusieurs avantages :

42. Inflation – www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/inflation/

43. Ibid. Souligné dans le texte.

44. Si tous les « surplus » sont épargnés – non investis donc – l'argent pour les entreprises vient à manquer ; or, en économie de marché réglée par la loi de l'offre et de la demande, qui dit « manque » dit augmentation du prix : les entreprises devraient se financer à des taux plus élevés, ce qui aurait un effet décourageant sur l'investissement et freinerait donc la croissance.

- Cela permet aux entreprises d'ancrer leurs anticipations de hausses des prix à moyen et long terme. Le caractère prévisible de ces dernières est favorable à la prise de décision d'investir, car il réduit l'incertitude sur les revenus futurs engendrés par l'investissement.
- Cela incite par ailleurs les ménages à placer leurs excédents de liquidités plutôt que de les thésauriser ou de les conserver sur leurs comptes bancaires. À défaut, l'érosion monétaire réduirait le pouvoir d'achat de leur épargne. Une inflation modérée contribue donc à assurer l'équilibre entre le niveau d'épargne et le niveau de l'investissement⁴⁴ sans lequel les taux d'intérêt s'orienteraient à la hausse, limitant ainsi les projets d'investissements des entreprises.
- Cela permet également de conserver les taux d'intérêt à des niveaux peu élevés, puisque la banque centrale qui fixe les taux d'intérêt directeurs [cf. ci-après] n'a pas besoin de restreindre les conditions de crédit pour atteindre son objectif de politique monétaire.

Ceci est favorable à la croissance économique car les ménages et les entreprises peuvent emprunter à des conditions financières incitatives, tant en termes nominaux (le niveau des taux d'intérêt) que réels (le niveau des taux d'intérêt diminué de l'inflation).⁴⁵ Il ressort de cette explication que c'est en réalité la croissance qui est visée par la politique monétaire, soit par le maintien de l'inflation aux alentours de 2%. On notera au passage que le comportement des ménages est supposé être équilibré : ils thésaurisent une partie de l'épargne (pour répondre à leurs besoins de liquidités) et en investissent une autre. L'équilibre est en somme naturel : si l'inflation diminue la valeur de l'épargne, l'investissement lui (sous forme de participation aux entreprises) génère un intérêt qui compense la perte qu'encourt l'épargne...

B. Une inflation excessive

Les causes

Il arrive cependant – et l'époque le démontre amplement – que l'inflation dépasse le seuil de 2%. L'orthodoxie invoque alors diverses causes. Elles sont par exemple brièvement présentées par la Chambre de Commerce de Paris⁴⁶.

Les causes de l'inflation « excessive » sont multiples, nous explique-t-on. « En général, on distingue :

- o ***l'inflation par la demande***

Elle résulte d'un déséquilibre entre une demande trop forte par rapport à une offre à un prix donné. Pour rétablir l'équilibre entre offre et demande, les prix augmentent (tirant la demande à la baisse car la hausse des prix décourage la consommation).

- o ***l'inflation par les coûts***

Les entreprises fixent leurs prix en fonction de leur coûts, or les coûts de production peuvent augmenter (hausse des salaires, des matières premières, des prélèvements, des taux d'intérêt...) et l'entreprise répercutera cette hausse sur le prix de vente.

- o ***l'inflation par la monnaie***

Une création excessive de monnaie, sous forme de crédits accordés aux agents⁴⁷, se traduit par des dépenses supplémentaires, qui peuvent être cause d'inflation si l'offre ne suit pas.

- o ***l'inflation par les structures économiques et sociales***

Les rapports de force sur les marchés ne permettent pas toujours une libre fixation du prix d'équilibre. C'est le cas quand une entreprise est en situation de monopole ou que le pouvoir des syndicats est trop fort.

- o ***l'inflation importée***

Si un bien importé joue un rôle fondamental dans la production, la hausse de son prix peut avoir un impact inflationniste (cela a été le cas avec le choc pétrolier de 1973). De même la dépréciation de la monnaie fait augmenter le prix des biens importés.»

45. *Inflation*, op. cit.

46. *Notion : L'inflation* – www.lefrancaisdesaffaires.fr/wp-content/uploads/2016/05/inflation.pdf, le texte est sous-titré *Ressources pour les enseignants et les formateurs en français des affaires*.

47. On le sait, l'ouverture d'un crédit est une opération scripturale qui crée de la monnaie – l'opération est en général garantie par un bien, par exemple immobilier dans le cas d'un prêt hypothécaire.

On ne voit pas très bien en quoi il est nécessaire de distinguer autant de causes alors que, si l'on y regarde bien, seuls deux phénomènes expliquent, une flambée inflationniste : d'une part, l'augmentation des coûts de production (qui se répercutent sur les prix), d'autre part, un excès

de demande, les consommateurs/demandeurs disposant d'argent pour des raisons sociales – la faute aux syndicats, bien sûr! – ou de politique monétaire (une trop grande facilité d'ouverture de crédits à la consommation, notamment).

La réaction des banques centrales

Quoi qu'il en soit des causes, la Banque centrale se doit de réagir : on le sait l'inflation est un monstre à dompter.

Les taux directeurs

48. Nous nous inspirons ici de la page de la Banque Nationale de Belgique consacrée à la question : *La BCE a relevé les taux d'intérêt. Qu'est-ce que cela signifie pour vous?* – www.nbb.be/fr/articles/la-bce-releve-les-taux-dinteret-quest-ce-que-cela-signifie-pour-vous-0

49. D'autres méthodes de refinancement existent, par exemple les prêts entre banques, dits interbancaires et pratiqués quand le taux directeur est plus élevé que celui qu'offrent les banques entre elles.

50. On n'entre pas dans le détail dans ce conflit. On peut lire, entre autres nombreux articles récents :

- «*Le message est clair*» : *De Croo menace les banques concernant les taux d'intérêt* – La rédaction avec Belga – www.moustique.be/actu/belgique/2023/06/05/le-message-est-clair-de-croo-menace-les-banques-concernant-les-taux-dinteret-263356
- *Alexander De Croo* : «*Si les banques n'augmentent pas leurs taux, nous interviendrons*» – Amandine Cloot, Bernard Demonty et Véronique Lamquin – www.lesoir.be/517220/article/2023-06-03/alexander-de-croo-si-les-banques-naugmentent-pas-leurs-taux-nous-interviendrons (accessible sur abonnement). Consultés le 18 juin 2023.

51. *La BCE a relevé les taux d'intérêt. Qu'est-ce que cela signifie pour vous?* – www.nbb.be/fr/articles/la-bce-releve-les-taux-dinteret-quest-ce-que-cela-signifie-pour-vous-0

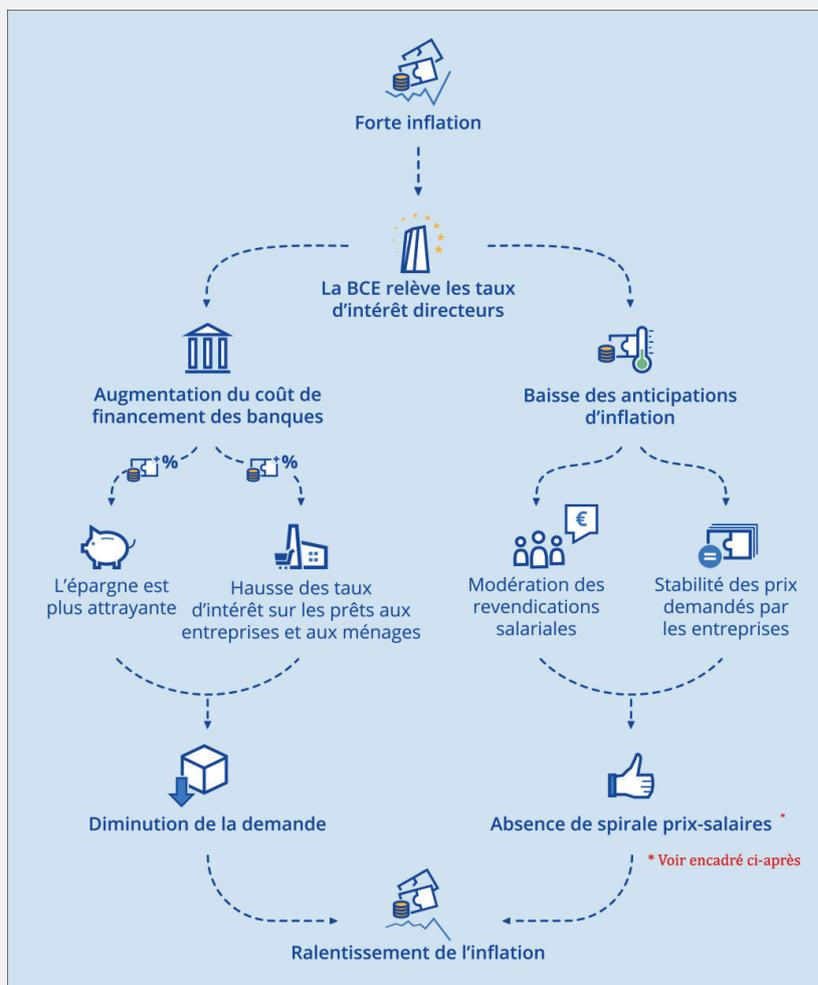
Pour contrôler, ou surtout pour faire cesser une inflation jugée excessive, une banque centrale (la BCE ou la Fed américaine, entre autres) relève ses taux directeurs. Si l'expression est connue, le mécanisme et les raisons qui le sous-tendent le sont sans doute moins⁴⁸.

En réalité, les « taux d'intérêt directeurs » sont ceux que la banque centrale offre « aux banques souhaitant se financer [c'est-à-dire emprunter] auprès de la BCE⁴⁹ ». Ce taux est dit « directeur » parce que « les taux d'intérêt proposés par les banques aux particuliers et aux entreprises varient généralement en lien avec les taux fixés par la BCE ». Les banques pratiquent un taux d'intérêt (de l'épargne) inférieur au taux directeur auquel elles se refinancent : elles dégagent donc un bénéfice. L'opération est symétriquement inverse quand il s'agit d'ouvrir un crédit.

On comprend dès lors qu'en relevant leurs taux d'intérêts, les banques centrales découragent les emprunts (le « refinancement ») devenus plus chers pour les banques privées, lesquelles sont donc, d'une part, moins enclines à financer (par le prêt) les investissements des entreprises et les crédits aux particuliers et, d'autre part, si elles le font, c'est à des taux élevés, ce qui est censé réduire emprunts et investissements devenus coûteux. C'est ainsi l'épargne (au sens général) qui est favorisée puisque, suivant les taux directeurs elle aussi, elle est, en principe, mieux rémunérée. L'actualité belge montre que le dit principe est loin d'être mécaniquement respecté, les politiques incitant fortement les banques à aligner leur taux rémunérant l'épargne sur les taux directeurs : ces dernières ne sont pas pressées de s'exécuter, eu égard au bénéfice qu'elles tirent de cette situation⁵⁰.

Les effets théoriques d'une hausse des taux directeurs

La Banque Nationale de Belgique présente le schéma ci-après⁵¹ qui reprend les effets attendus d'une hausse des taux directeurs.



Note explicative : la « spirale salaires – inflation »

« Si de nombreux articles que vous achetez deviennent plus chers [...] l'argent dont vous disposez, à savoir votre revenu et votre épargne, ne vous permet plus d'acheter autant de biens et services qu'auparavant. Cette situation peut engendrer une spirale de hausse des prix. De fait, si le coût de la vie croît, vous réclamerez peut-être une augmentation de salaire à votre employeur⁵². Il se peut que ce dernier réagisse en relevant les prix pratiqués par l'entreprise, pour pouvoir satisfaire aux revendications salariales de son personnel. Si beaucoup d'entreprises sont confrontées à la même situation, les hausses de prix se multiplieront, alimentant cette spirale.

Il devient dès lors plus difficile pour les particuliers et pour les entreprises de planifier des économies ou des investissements ».

52. Il est entendu que l'économie orthodoxe ne considère que des agents négociant individuellement, et dans la plus stricte égalité avec l'employeur, les termes de leur contrat. On imagine bien l'amour que cette approche porte aux organisations syndicales...

53. Productivité, innovation et progrès technologique – www.ecb.europa.eu/home/search/review/html/productivity-innovation-technology.fr.html

C. Décoder le discours... et surtout ses silences

La BCE écrit : « Le "taux d'intérêt naturel" [est] le taux qui permet à l'économie de fonctionner normalement et à l'inflation, autrement dit le taux global de variation des prix des biens et services, de rester stable⁵³ ».

Cette petite phrase constitue à elle seule tout un programme politique, basé sur une vision du monde très spécifique mais qui n'est jamais exposée.

L'Économie est une Essence

Précisons avant toute chose que, dans l'approche orthodoxe, l'économie est *essentialisée*. L'ensemble de ses principes sont, en tant qu'Essence, présentés comme éternels et immuables.

En passant largement, et très délibérément, autant sur l'existence de l'économie réelle mondialisée que sur les diverses formes d'organisation des échanges qui peuvent profondément diverger de l'échange purement marchand, en oubliant les aspects contingents (par exemple les effets de divers événements, allant, entre autres, du réchauffement climatique à la guerre en passant par les pratiques spéculatives), la BCE, et le discours européen en général, impose donc une Idée (au sens d'une perfection qui, comme on le sait, n'est pas de ce monde) : l'« *économie de sociale de marché* ». Laquelle est caractérisée par *une croissance économique équilibrée*, par le fait qu'elle est *hautement compétitive* et *vise le plein emploi et le progrès social, ainsi qu'un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement* et répond enfin *au principe d'une économie de marché ouverte avec libre concurrence, favorisant une allocation efficace des ressources*.

Deux mots viennent appuyer cette essentialisation : il existe(ra)it un taux « naturel » d'intérêt et un fonctionnement « normal » de l'Économie : les dysfonctionnements (qu'on connaît fort bien et dont notre époque est un terrible exemple) sont considérés comme des « défaillances ».

L'incarnation d'une Idée n'en est en effet toujours que le reflet et, comme tel, présente des imperfections.

Qui, en aucun cas, ne *peuvent* être les inévitables conséquences logiques et inévitables du Credo.

Précisons, si besoin en est, que l'effet recherché par l'essentialisation est l'élimination de toutes les conceptions divergentes, leur disqualification définitive. Il n'est d'ailleurs pas question de les nommer – démarche logique dans la mesure où elles ne sont que des hérésies.

De l'Essence comme insoutenable oxymore

Les missions de la BCE, telles qu'elles sont définies par le Traité de Maastricht, et qui à leur façon déploient l'Économie essentialisée, constituent cependant un véritable florilège d'oxymores tous enserrés, c'est dit et répété, dans le carcan de la « *stabilité des prix* » qui ne doit subir aucun préjudice.

Ainsi, que peut donc bien être une économie *sociale* de marché, alors que par définition ou par nature ce marché est insensible aux problématiques sociales, a fortiori quand il est « hautement compétitif ». Ce que synthétise fort bien le titre du rapport que publie annuellement Oxfam à l'occasion du Forum de Davos⁵⁴, l'économie de marché c'est « *la loi du plus riche*⁵⁵ ».

Au demeurant, comment serait-il possible de concilier haute compétitivité, inflation « raisonnable » et plein-emploi ? On l'a vu, les instances économiques

54. « *Le Forum économique mondial ou en anglais World Economic Forum, souvent appelé Forum de Davos est une fondation à but non lucratif et une organisation de lobbying créée en 1971 par Klaus Schwab. [...] Le forum est célèbre pour sa réunion annuelle de janvier à Davos, en Suisse. Il réunit des patrons de multinationales, des banquiers, des milliardaires, de puissants responsables politiques et des intellectuels influents du monde entier.*

[...] Le profil type du membre est une multinationale réalisant un chiffre d'affaires supérieur à cinq milliards [de dollars], un chiffre qui peut varier selon la branche et la région concernées. Ces entreprises se classent parmi les plus grosses dans leur secteur d'activité et/ou pays et jouent un rôle prédominant dans l'évolution future de leur secteur d'activité et/ou région. »

D'après : Forum économique Mondial – https://fr.wikipedia.org/wiki/Forum_%C3%A9conomique_mondial

55. *La loi du plus riche*. – OXFAM – <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621477/bp-survival-of-the-richest-160123-fr.pdf>

internationales ne s’y essaient même pas qui, telle l’OCDE, utilisent le « Nairu » ! L’emploi n’est considéré que comme une « capacité de production » comme une autre et, donc, comme une variable d’ajustement (trop d’emploi en augmentant le pouvoir d’achat global accélère la demande, et donc l’inflation). Et il faudrait croire que *l’économie sociale de marché hautement compétitive vise le plein emploi ?*

De surcroît, en admettant que le « progrès social » revête une signification quelque peu égalitaire pour les concepteurs du Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, il apparaît que l’on est fort loin du compte : la pauvreté ronge l’Union européenne.

« On estime que 21,7% de la population de l’Union européenne (UE), soit un peu plus de 95 millions (95,4) de personnes, étaient l’an dernier [2021] à risque de pauvreté ou d’exclusion sociale. [...] En Roumanie, plus d’un tiers (34,4%) de la population est à risque de pauvreté ou d’exclusion sociale, et on dépasse aussi les 30 % en Bulgarie (31,7%), tandis que la Grèce (28,3%) et l’Espagne (27,8%) se situent juste en dessous. »⁵⁶

56. *Europe: plus d’un cinquième de la population est à risque de pauvreté ou d’exclusion – Belga – www.rtf.be/article/europe-plus-d-un-cinquieme-de-la-population-est-a-risque-de-pauvrete-ou-d-exclusion-11067534 Consulté le 18 juin 2023.*

57. *« Boston Consulting Group est une société de conseil mondiale qui collabore avec des leaders du monde des affaires et de la société pour relever leurs défis les plus importants et saisir leurs plus grandes opportunités. » – www.bcg.com/about/overview*

58. *« À la base, le Brent est un gisement pétrolier se situant en mer du Nord au large d’Aberdeen en Ecosse [...] Le gisement a été baptisé du nom de “brent” par la compagnie pétrolière Shell. Ce nom fait référence à l’oie de Brent, un oiseau migrateur vivant dans l’hémisphère Nord. Avec les années le terme Brent a fini par désigner, par extension, un type de pétrole léger issu d’un mélange de différents pétroles extraits de la mer du Nord. Actuellement, le brut Brent fait partie des trois plus grandes références dont on se sert pour négocier les contrats sur le pétrole. Les deux autres références majeures sont :*

- la West Texas Intermediate, plus couramment nommée WTI
- le Dubaï/Oman.

[...] le prix du Brent détermine en partie celui d’un plus de 65% de la production de pétrole mondiale». Pétrole: qu’est-ce que le Brent et pourquoi est-ce la référence pour le prix du fioul en France? – www.fioulreduc.com/info-fioul/lexique-fioul/definition-petrole-brent-reference-prix-fioul-france

On pourrait encore longuement s’attarder sur l’état de l’environnement dans l’Union européenne (pour rappel c’est *un niveau élevé de protection et d’amélioration de sa qualité* qui est visé). Tout le monde connaît le gouffre global vers lequel nous précipitons, on se contentera donc d’un exemple qui démontre de façon aussi éclatante que dramatique quel est le rapport exact entre l’Économie – ou ses incarnations multinationales – et le souci écologique.

Shell a installé des plateformes d’extraction *« pendant les années 70, à l’époque où [le large de nos côtes, les eaux internationales ou la partie britannique de la Mer du Nord] étaient le poumon pétrolier de l’Europe. [...] Plus de quarante après, les puits se sont taris. Et ces monstres de fer n’ont plus été entretenus depuis belle lurette. Alors qu’elles s’étaient engagées en 1992 à ne rien laisser sur place, force est de constater qu’à l’heure actuelle, les industries font les autruches. [...] C’est que démanteler ces plateformes d’extraction de gaz et de pétrole [...] représente un coût astronomique. “Nous estimons la facture totale entre 100 et 150 milliards de dollars au cours des trente prochaines années, explique Martha Vasquez, du Boston Consulting Group⁵⁷ [...] Le montant final reste hautement incertain car c’est une activité récente et beaucoup dépendra de la capacité des acteurs à réaliser des économies d’échelle.” Et puis, d’un point de vue purement logistique, les opérations de démantèlement sont plus que complexes. C’est une tâche titanesque. [...]*

Face à l’inaction des industries qui n’ont pas tenu leurs promesses, les associations de protection de l’environnement tirent sur la sonnette d’alarme. [...] Le nœud du problème? Quatre plateformes contenant près de 11 000 tonnes de pétrole que l’entreprise [Shell] laisse complètement à l’abandon et qui se détériorent en polluant grandement l’environnement. Pour Christian Bussau [...] de Greenpeace, “le projet de Shell de laisser des parties de quatre plateformes du champ de Brent⁵⁸ en mer constitue un scandale qui va à l’encontre des accords internationaux pour protéger l’environnement”. Et encore, il ne s’agirait que du danger visible. Le réel enjeu, il se passe sous l’eau. Dans les fonds marins, de nombreux puits non-rebouchés laissent s’échapper du méthane, un gaz 28 fois plus néfaste pour la planète que le CO₂. Et les émissions se comptent en dizaine de milliers de tonnes. On compterait environ 15 000 puits abandonnés en Mer du Nord. Une catastrophe invisible⁵⁹».

Pour rappel, et ce commentaire suffira pour éclairer le souci environnemental de l'Union européenne, d'une part, elle ne semble pas pressée de contraindre les sociétés concernées à tenir leurs engagements relatifs au démontage des plateformes, d'autre part, en 2022, le chiffre d'affaires de Shell était de 357 207 093 000€ (plus de 375 milliards!) et son bénéfice avant impôt (auquel l'ingénierie fiscale lui permet d'échapper en grande partie) de 40, 163 milliards d'€. Ce qui signifie que le démantèlement des plateformes amputerait le bénéfice de 3 à 5 milliards pendant les 30 ans que nécessiteraient les opérations de démontage. Obstacle apparemment insurmontable pour la compagnie pétrolière, pour ses actionnaires plus exactement. Obstacle sur lequel semblent butter les autorités ad hoc qui, selon toute apparence, n'entendent guère faire respecter les législations en vigueur et les promesses de démontage... Tout ceci constitue un reflet fort précis des rapports entre les institutions censées se préoccuper du bien public et les multinationales.

On passe sur quelques autres insanités qu'énoncent les missions de la BCE pour conclure par la dernière évoquée et selon laquelle «une économie de marché ouverte avec libre concurrence, favoris[e] une allocation efficace des ressources». Le rapport d'Oxfam cité souligne, et surtout démontre, qu'en cette matière «les inégalités économiques ont atteint des niveaux extrêmes et dangereux. Elles sont devenues une menace existentielle pour nos sociétés». Voilà pour l'allocation efficace par le marché! Et de façon générale, voilà pour les missions de la BCE.

Retour sur les poussées inflationnistes

La synthèse des causes plus ou moins imbriquées de l'inflation «excessive» invoquées par l'économie orthodoxe rend les choses fort claires. On l'a vu, l'on prétend qu'en économie de marché, les prix augmentent essentiellement pour des *raisons extérieures* à l'entreprise :

- soit les «demandeurs» (à savoir les travailleurs-consommateurs) obtiennent des hausses de salaires (notamment quand «le pouvoir des syndicats est trop fort» – on aura tout lu!) ou trouvent aisément des ouvertures de crédit qui dopent la demande et donc les prix;
- soit des chocs, comme une guerre, viennent grever l'achat des matières premières.

Ce sont donc des événements exogènes qui «contraignent» les malheureuses entreprises à augmenter leurs prix : voilà qui en creux signifie que l'inflation «excessive» ne serait pas liée à la recherche du profit. Rappelons quand même que, selon l'orthodoxie, «le comportement naturel d'une entreprise est la recherche du profit⁶⁰»! Les quelques considérations qui précèdent démontrent à quel point il est risible d'ainsi exonérer les entreprises, ou disons-le pour ce que c'est : le capitalisme, de la recherche effrénée du profit. Posons d'ailleurs naïvement la question : pourquoi les entreprises seraient-elles «contraintes» d'augmenter leurs prix de vente ? Après tout, n'est-il pas tout à fait possible d'accepter une diminution des bénéfices nets ? La réalité démontre que c'est totalement exclu : ce serait la fin de la logique de l'accumulation du capital, soit de son moteur. Ne rêvons pas..

59. *Mer du Nord : la pollution «scandaleuse» et préméditée des géants du pétrole* – Thibault Dejace – www.moustique.be/actu/environnement/2023/04/12/pollution-dans-la-mer-du-nord-la-menace-silencieuse-du-petrole-et-du-gaz-260208

60. *Les principes économiques fondamentaux* – Philippe Frouté, Maître de conférences des Universités – www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/vitrine/Les%20fondements%2C%20la%20rarete%2C%20les%20incitations%2C%20l%27efficacite%2C%20l%27%2C%20A9quilibre

De ce point de vue, le rapport d'Oxfam déjà cité nous ramène les pieds sur terre. Il démontre en effet que «*la fortune des milliardaires augmente de 2,7 milliards de dollars par jour, alors même que les salaires de 1,7 milliard de personnes, soit plus que la population de l'Inde, ne suivent pas le rythme de l'inflation*». Plus particulièrement, «*les entreprises des secteurs de l'alimentation et de l'énergie ont plus que doublé leurs bénéfices en 2022, versant 257 milliards de dollars à leurs riches actionnaires.*»

Il s'ensuit une autre question : d'où vient cet enrichissement exorbitant alors qu'au delà de 2% l'inflation est supposée être un «*monstre*»? Pour la période que nous vivons, et qui fournit un excellent exemple de causes dites exogènes, les bénéfices ou résultats nets colossaux qu'ont annoncés les grandes compagnies pétrolières par

exemple⁶¹, sont l'indiscutable conséquence... des logiques de marché pourtant paré de toutes les vertus redistributrices sous l'appellation d'*allocation efficace des ressources*. Après que le Covid a ralenti de façon drastique la production, celle-ci est repartie à la hausse, ce qui a nécessité d'à nouveau puiser massivement dans les énergies carbonées, gaz et pétrole. Or c'est l'implacable loi du marché : en raison de la demande, les prix des combustibles ont augmenté. Concomitamment, la guerre d'Ukraine, et particulièrement les sanctions à l'encontre de la Russie, ont fait peser des menaces sur l'approvisionnement en produits énergétiques : l'anticipation d'une pénurie a achevé de faire s'envoler les prix. Si l'on y pense, il s'agissait pourtant toujours des mêmes produits, existant toujours en même quantité, qui parvenaient dans nos maisons. Et cependant, la demande adressée à de nouvelles sources (mais pas forcément à de nouvelles entreprises!) pour remplacer les importations russes a permis aux producteurs d'augmenter leurs prix – sans que changent les conditions antérieures de production, c'est une première explication de l'augmentation des bénéfices. Les craintes (ou anticipations) de pénurie ont en sus contribué à faire cette fois exploser les prix pour les consommateurs finaux que nous sommes, permettant ainsi aux producteurs de percevoir des revenus plus que plantureux. C'est que les anticipations quant à la disponibilité de marchandises aussi fondamentales que le pétrole ou le gaz jouent sur leurs prix : c'est ça le marché, plus précisément, en l'espèce, la Bourse (au sens large).

La question du système boursier nous renvoie directement à celle de la spéculation, inhérente au marché, mais dont il est bien peu question – c'est une litote – dans les textes doctrinaux officiels.

Prenons ici en exemple le secteur céréalier, que la guerre en Ukraine a mis sous pression, pour dire le moins⁶².

En principe, sur les marchés, les «*contrats à terme*» permettent, par exemple, à «*un agriculteur de s'engager à livrer à un meunier, une tonne de blé fin août. Pour le meunier c'est la garantie de pouvoir produire sa farine à ce moment-là. Pour le producteur, c'est la garantie d'écouler sa moisson quelle que soit l'évolution des prix du marché d'ici-là*⁶³». Tout le problème naît quand des intermédiaires – qui, eux, n'auront aucun usage du blé – interviennent dans ce genre de vente. Or, aujourd'hui, «*le blé, le soja, le maïs... [sont] cotés en Bourse. [...]* Là, des vendeurs et des acheteurs [les "intermédiaires" précités] s'échangent,

61. «*Total, Shell, Engie... Les géants de l'énergie ont amassé plus de 100 milliards d'euros en un an. Des profits qui n'ont jamais été aussi élevés.*»

Comment les géants de l'énergie profitent de la crise: décryptage (vidéo) – La Rédaction – www.lavenir.net/actu/2022/09/30/comment-les-geants-de-lenergie-profitent-de-la-crise-decryptage-video-24M6RQZSSJ
A57LKYU7X75COWP4/
Consulté le 18 juin 2023.

62. «*En ce qui concerne le maïs, pour la saison 2020-2021, [l'Ukraine] était le sixième producteur mondial, avec 29,5 millions de tonnes, derrière les États-Unis, la Chine, le Brésil, l'UE* et l'Argentine, et quatrième exportateur mondial derrière les États-Unis, le Brésil et l'Argentine. Les exportations ukrainiennes de maïs ont atteint 24 millions de tonnes. Pour l'orge, l'Ukraine était le cinquième producteur derrière l'UE, la Russie, l'Australie et le Canada et le quatrième exportateur derrière l'UE, la Russie et l'Australie, avec 4,2 millions de tonnes exportées. Pour le blé, l'Ukraine était le septième producteur et le sixième exportateur mondial avec 21,01 millions de tonnes.*»

* soit 27 pays considérés ensemble!

Quel rôle joue l'Ukraine dans le commerce mondial des matières premières? – Rédaction 333 – www.3trois3.com/derniere-heure/quel-role-a-lukraine-dans-le-commerce-mondial-des-matieres-premieres_15615/
Consulté le 18 juin 2023.

virtuellement, des milliers de tonnes de céréales. Un processus informatisé, automatisé, à partir d'instructions données à des algorithmes qui procèdent à ces échanges». Et à présent « ces acteurs-là (essentiellement des banques, des fonds d'investissement) représentent 70 à 80 % du marché à terme, précise un négociant direct, qui ajoute : c'est un peu comme des vautours sur une carcasse. Quand ils sentent l'odeur de quelque chose d'alléchant, ils viennent et ils spéculent à la hausse ou à la baisse. » « Avant la guerre en Ukraine, alors que les prix des céréales commençaient à grimper face à l'incertitude d'une invasion russe, ces banques ont vu une opportunité [et] "entre mars et juin dernier,

on a assisté à une spéculation massive sur les marchés des produits agricoles" », raconte Olivier De Schutter, l'ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. « En quelques semaines, 26 milliards de dollars sont arrivés sur ces marchés ». Les contrats conclus au début de la guerre ont pris de la valeur avec les semaines et les prix qui grimpaient. « Les spéculateurs ont acheté en faisant le pari de pouvoir revendre plus cher dans les deux mois et en tout cas avant la date de livraison par laquelle ils ne sont pas intéressés. [...] Les contrats vont passer ainsi de main en main, parfois des dizaines, parfois des centaines de fois, avant que quelqu'un qui soit vraiment intéressé d'acquérir effectivement ce blé (à la date d'échéance), finisse par véritablement en prendre possession. Mais entretemps, le prix n'aura fait que grimper à la suite de ces multiples transactions ». Olivier De Schutter précise : « la spéculation a eu un impact considérable en 2022 et on peut estimer que sans doute 40% de la hausse spectaculaire à laquelle on a assisté entre février et juin 2022 est due à la spéculation. Et on a constaté au cours de l'année 2022 que quelques grands acteurs financiers ont fait des profits records au cours de cette période parce qu'ils ont parié de manière très intelligente sur une hausse de prix que ces paris ont eux-mêmes provoqué », notamment en influençant d'autres vendeurs, qui ont retenu leurs stocks (physiques, cette fois) en attendant que les prix montent, aggravant ainsi artificiellement la pénurie⁶⁴.

On peut encore, pour conclure sur l'esprit de lucre, citer le comportement opportuniste de certains intervenants. Nicolas Sohy⁶⁵ donne l'exemple « d'un pot de confiture à 1 euro l'an dernier [2022], vendu à 1,20 euro aujourd'hui : "La véritable augmentation serait de 14 centimes"⁶⁶. Le distributeur profiterait de l'inflation pour augmenter sa marge de 4 centimes tandis que le fournisseur le ferait de 2 centimes. On est [dans la réalité] dans cet ordre de grandeur". Le consommateur paie donc dans cet exemple 6 centimes de plus que ce qu'il devrait réellement payer à cause de l'inflation. » Ces sommes, a priori ridicules, doivent évidemment être multipliées par les 13 000 tonnes de confiture consommées chaque année, rien qu'en Belgique⁶⁷ et être étendues à l'ensemble des produits (alimentaires et autres) qui subissent le même traitement prédateur : les sommes deviennent vite colossales!

Mais qui paie alors ?

La réponse est évidente : l'ensemble des consommateurs finaux, nous, les citoyens. Qui avons vu nos factures être multipliées par 2 pour l'électricité et par 3 pour le gaz d'une part et dont, d'autre part, les impôts et les divers prélèvements paient et continueront de payer les « aides » accordées par l'État et qui, enfin, subissons une austérité accrue, en d'autres termes : des

63. Les textes en italique qui suivent sont extraits de *La spéculation boursière sur les céréales a contribué à la hausse des prix de nos courses* – Maurizio Sadutto et Simon Bourgeois – www.rtb.be/art/la-speculation-boursiere-sur-les-cereales-a-contribue-a-la-hausse-des-prix-de-nos-courses-11153845. Nous soulignons.

64. C'est que l'on appelle une anticipation auto-réalisatrice : le pari sur la hausse d'un premier intervenant d'importance provoque, par un effet dit moutonnier, d'autres paris du même type. Quand la masse de ces paris spéculatifs est suffisante les prix finissent en effet par augmenter, entre autres en raison des comportements spéculatifs des acteurs réels – qui détiennent des stocks et suivent de très près les transactions boursières (virtuelles, celles-là) pour vendre au meilleur moment : au prix qu'ils estiment le plus élevé.

65. *Les supermarchés, symbole de la crise : pourquoi le prix de votre caddie n'est pas près de diminuer* – Nicolas Sohy – www.moustique.be/actu/consommation/2023/02/08/les-supermarches-symbole-de-la-crise-pourquoi-votre-caddie-nest-pas-pret-de-diminuer-256250

66. Soit l'équivalent de l'inflation pour ce produit spécifique.

67. *Les racines de Materne sont namuroises depuis 133 ans et le resteront encore longtemps* – Colleen Tordeur – www.sudinfo.be/art/808551/article/2021-07-15/les-racines-de-materne-sont-namuroises-depuis-133-ans-et-le-resteront-longtemps

économies dans les services publics, dans les soins de santé, etc. pour rembourser les emprunts ou combler les déficits budgétaires creusés par les interventions étatiques. Par ailleurs, si certains pays, fort rares à présent (Belgique, Chypre, Malte et le Grand-Duché), continuent de pratiquer une indexation automatique des salaires, la plupart du temps ce sont des négociations par secteurs qui permettent d'obtenir des augmentations de salaires et, dans une certaine mesure, de minimiser l'impact de l'augmentation des prix, en l'espèce de produits de première nécessité : alimentation et énergie. Mais, dans tous les cas, l'augmentation de prix durant le temps qui s'écoule entre l'augmentation de salaire, « automatique » ou négociée, reste à la charge des acheteurs de biens vitaux, ce qui explique que « selon ING, 16 % des ménages [belges] ont diminué leurs dépenses quotidiennes en nourriture.⁶⁸ »

68. Les supermarchés, symbole de la crise... Op. cit.

69. « Les mécanismes d'indexation des salaires sont si variés dans notre pays qu'il est impossible d'en faire un relevé exhaustif. Deux grandes modalités existent. [...] D'abord, celle de l'indice-pivot. Le principe est assez simple, étant celui d'un escalier : à chaque fois que l'indice santé (lissé sur quatre mois, [...]) augmente d'un certain pourcentage, les salaires sont augmentés d'autant. Ainsi, pour les salaires des fonctionnaires et les allocations sociales, la hauteur de la marche (de l'escalier) – autrement dit : du pivot – a été fixée à 2%. [...] pour les autres, l'indexation peut aussi être effectuée à date fixe, une fois l'an, chaque trimestre ou tous les mois. Cela varie selon les secteurs – plus exactement : selon la commission paritaire, la « CP » dans le jargon. Ainsi, les salaires de nombreux employés – ceux appartenant à la CP 200 [Commission paritaire auxiliaire pour employés], qui sont plus de 400.000 – sont indexés au 1er janvier. A l'inverse, l'indexation est mensuelle dans le monde bancaire. »
Indexation des salaires : une exception belge, de nombreuses formules – Dominique Berns, journaliste au service Économie – www.lesoir.be/413070/article/2021-12-17/indexation-des-salaires-une-exception-belge-de-nombreuses-formules. Consulté le 18 juin 2023 (accessible sur abonnement).

70. L'index sur le bout des doigts – FGTB – https://issuu.com/fgtb/docs/L_index2011_0906. Consulté le 18 juin 2023.

L'indexation belge

On a vu comment se construisait l'indice des prix à la consommation (IPC). Les renseignements précis sur les produits et services concernés ne sont absolument pas disponibles : il s'agirait ainsi d'éviter les manipulations de prix qui fausseraient le calcul l'IPC. Soit... Mais ce n'est pas l'IPC qui détermine l'indexation des salaires (selon des modalités d'ailleurs différentes selon les secteurs et statuts⁶⁹). En Belgique, « l'indice santé a été instauré, sous la pression des employeurs, par l'Arrêté Royal du 24 décembre 1993 portant « exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays », dans le but de retarder l'indexation des salaires et des allocations sociales. L'indice santé est calculé en supprimant 4 types de produits de l'indice des prix à la consommation, à savoir les produits de tabac, les boissons alcoolisées, les essences et le diesel.

Cet Arrêté Royal a déterminé [que] l'indexation automatique des salaires et des allocations sociales se ferait non plus sur base de l'indice des prix à la consommation lissé sur les 4 derniers mois, mais sur base de l'indice-santé lissé des mêmes 4 derniers mois. Par indice lissé, on entend la moyenne arithmétique des indices sur les 4 derniers mois (y compris le mois en cours)⁷⁰ ».

L'accord de toutes les analyses, l'évidence liée au retrait de l'essence et du diesel, le fait que l'initiative vienne des employeurs ôtent de tout doute quant au but de la manœuvre : il s'agit de freiner dans le temps l'indexation des salaires. Divers autres mécanismes de calcul viennent en outre, petit à petit mais sans répit, rogner l'ampleur de l'indice-santé.

- Certains gouvernements ont décidé d'un « saut d'index », c'est-à-dire de ne pas appliquer l'indexation alors que l'indice-pivot avait été atteint. Cette décision, qui s'est plusieurs fois répétée, a pour conséquence « une perte de pouvoir d'achat. [...] le saut d'index consiste en une neutralisation de l'inflation. "Pour illustrer ce concept, prenons la somme de 100 euros. S'il y avait eu une indexation automatique des salaires, le travailleur aurait gagné 2% en plus, soit 102 euros. Or, dans le cas d'un saut d'index, le salaire n'augmente pas. Si les prix des produits de consommation augmentent, on peut donc dire que le travailleur perd 2% de pouvoir d'achat". Une somme qui ne sera jamais récupérée. La somme perdue à cause de ce saut d'index ne pourra jamais être rattrapée. "Selon une étude du PTB, le montant

71. Saut d'index: voici les conséquences pour les travailleurs – J. F. – www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/2015/04/23/saut-dindex-voici-les-consequences-pour-les-travailleurs-DA7EJKXMPVCJPPMOG7VIODM2OI/
Consulté le 18 juin 2023.

72. Les ménages modestes écrasés par le poids des dépenses de logement – www.inegalites.fr/Les-menages-modestes-ecrases-par-le-poids-des-depenses-de-logement

73. Institut national de la statistique et des études économiques (France) – www.insee.fr/fr/accueil

74. Indice français des prix à la consommation – https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_fran%C3%A7ais_des_prix_%C3%AO_la_consommation

75. Inflation, op. cit.

*perdu serait de 34.000 euros bruts pour un couple de travailleurs sur une carrière complète*⁷¹ »

- On peut aussi citer le principe du « lissage », selon lequel l'indexation dépend d'une moyenne établie sur 4 mois, ce qui permet de diminuer l'impact de hausses soudaines mais d'une durée relativement courte mais qu'il aura pourtant fallu payer!
- L'échantillon des produits retenus est constamment manipulé afin de minorer l'inflation. On passe le détail des manœuvres, parfois fort complexes, pour ne donner que des exemples. L'air conditionné dans les automobiles a longtemps été une option payante; aujourd'hui qu'elle est montée « de série », on considère qu'elle est déductible (c'est-à-dire qu'elle représente une diminution) du prix des voitures. De même avec les ordinateurs. Puisqu'avec sensiblement la même somme, on peut obtenir un PC avec 8 gigas de RAM (de « mémoire vive ») au lieu de 4, on considère que le prix des ordinateurs a baissé. Ce qui fait freine d'autant l'inflation et l'indexation automatique des salaires.
- La pondération. Dans l'encadré ci-avant (« Mesurer l'inflation »), nous avons fait état de l'existence de grandes catégories de produits, mais il faut préciser qu'elles ne pèsent pas du même poids dans le calcul final de l'IPC: elles sont pondérées, c'est-à-dire chacune d'entre elles est affectée d'un pourcentage. « Les pondérations sont des moyennes nationales reflétant les dépenses de toutes les catégories de consommateurs (riches et pauvres, jeunes et personnes âgées, etc.) » nous dit-on. Seulement voilà, la moyenne prend en compte les ménages les plus riches (les moins nombreux, de loin) et biaise ainsi le poids relatif attribué aux catégories. En France, par exemple, « les charges de logement par exemple n'entrent que pour 13,5% dans la composition du panier », or « les 10% les plus modestes consacrent 42% de leurs revenus au logement, soit quatre fois plus que les 10% les plus aisés⁷² ». De façon générale, en 2019, « l'INSEE⁷³ a étudié la différence d'inflation selon la catégorie de ménages. Sur 20 ans de 1998 à 2018, selon cette étude, l'inflation a été de 2,9 points supérieur pour les 10% des ménages les plus modestes (inflation de 32,9) par rapport aux ménages les plus aisés (inflation de 30,0)⁷⁴ ».

L'inflation « bénéfique », mais pour qui ?

Reste à dire un mot du maintien de la hauteur de l'inflation aux alentours de 2%, la *cible optimale* pour la BCE. L'inflation nous est présentée comme inéluctable, mais elle est surtout « bonne pour l'économie⁷⁵ ». Ce qu'explique l'article de la BCE que nous avons cité au point « La bonne inflation » ci-avant.

L'affaire devient tout à fait transparente si l'on articule le principe des « revenus futurs » des entreprises avec l'investissement des particuliers (lié à la faiblesse des taux d'intérêt de l'épargne): il s'agit d'alimenter la croissance, que l'on nous nous présente comme « indispensable pour faire face à bon nombre de problèmes économiques et sociaux, celui du chômage en premier⁷⁶ » (on a vu, en évoquant le chômage, l'ampleur du mensonge dont il s'agissait). Or la « croissance » n'est que le synonyme orthodoxe de

l'accumulation du capital, de sa reproduction élargie. Elle n'est que la conséquence de l'aiguillon de la concurrence qui conduit le capitalisme à toujours devoir s'étendre (et, en conséquence seconde, à voir les capitaux se concentrer au sein d'entités de plus en plus monstrueuses).

Or le «revenu futur de l'entreprise», selon l'expression de la BCE, n'est généré en dernier ressort que par la survaleur – soit par l'exploitation des travailleurs à qui est extorquée une partie de la valeur qu'ils créent : premier vol. L'inflation quand elle est maîtrisée ampute les salaires en raison tant des délais qui séparent l'augmentation des prix de celle des salaires que des biais qui entachent son calcul (quand il s'agit d'appliquer l'indexation) ou à cause de la difficulté que présente la négociation d'augmentation des salaires. Deuxième vol.

Les poussées inflationnistes non maîtrisées enfin mettent littéralement à genoux les ménages – les travailleurs avec ou sans emploi – entre autres au profit des spéculateurs de tout poil. Troisième vol. Il paraît assez évident que d'une part la croissance n'est pas la panacée qu'on nous présente. En tant qu'elle n'est que le rouage fondamental du fonctionnement normal du capitalisme, elle est la cause fondamentale de la catastrophe environnementale et humaine globale que nous vivons. En admettant que puisse exister une inflation, c'est en outre au capital qu'il revient fort logiquement d'en porter l'entière charge non biaisée : il est le seul à en profiter. Il serait plus que temps que les bénéfiques colossaux viennent soutenir la population. Il faut en venir, et au plus vite, à une économie, c'est-à-dire à une organisation des rapports sociaux, incluant bien sûr production et consommation, qui réponde à des besoins réels (collectivement définis) et se passe donc de la croissance (ou de l'inflation : comme on voudra). Ce qui implique du reste que disparaissent au plus vite la finance et les Bourses⁷⁷. Tout un programme!

76. *Notion: L'inflation*. Op. cit.

77. On peut en lire des propositions (et prendre conscience des problèmes et difficultés qu'elles posent) ici par exemple : *Et si on fermait la Bourse...* – Frédéric Lordon – www.monde-diplomatique.fr/2010/02/LORDON/18789 et *Fermer la finance* – Frédéric Lordon – <https://blog.mondediplo.net/fermer-la-finance>

